



ASSOCIATIONS
& COLLECTIVITÉS

MAIF

85 Rue Pierre Berthier Bâtiment C - Le Pilon du Roy Aix en Provence
04 42 37 63 59
Groupe MAIF Gestion spécialisée 79018 Niort cedex 9
05 49 26 59 94 - @ www.maif-associationsetcollectivites.fr

N° de sociétaire : 4086901M

N° d'opération : 14

Le 7 janvier 2019

ICEA

CHEZ MR GARDETTE JEAN PAUL
APT 1 8 ALLEE DE POMAREDE
31670 LABEGE



**Conditions particulières au contrat Raqvam
L'assurance multirisque Associations & Collectivités**

Durée du contrat : annuelle avec tacite reconduction au 1er janvier

VOTRE BESOIN

Vous avez souhaité souscrire ou modifier le contrat RAQVAM ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITÉS à effet du 14/01/2019.

Les éléments suivants ont été pris en compte :

<u>Libellé</u>	<u>Volume</u>	<u>Montant HT</u>	<u>Montant TTC</u>
PANNEAUX PHOTOVOLT.	+ 21500 EUROS	+ 66.97 €	+ 75.24 €
TOTAL :		+ 66.97 €	+ 75.24 €

Pour la période s'étendant du 14/01/2019 au 31/12/2019, le montant dû s'élève à : + 75.24 € TTC

Un prochain relevé de compte vous précisera les conditions de paiement de cette cotisation.
Veuillez-vous reporter à ce document.

N.B. : - si l'examen des écritures inscrites à votre compte fait apparaître alors un solde débiteur n'excédant pas 15 € TTC, le recouvrement du montant correspondant sera différé.

Le détail des garanties et franchises figure dans les tableaux descriptifs ci-joints.

Pascal DEMURGER
Directeur Général MAIF

Nous vous informons que le personnel MAIF intervenant dans le cadre de la distribution de ce contrat d'assurance perçoit une rémunération fixe, sans aucun commissionnement.

CONTENU ET MONTANT MAXIMUM DES GARANTIES POUR 2019

Les plafonds s'entendent par sinistre à l'exception du plafond « Responsabilité Civile produits » et du plafond relatif aux atteintes à l'environnement, accordés pour une année d'assurance, conformément à l'article 24.4 des conditions générales

DESIGNATION	CONTENU	PLAFOND
RESPONSABILITE CIVILE - DEFENSE (art. 20 à 24 des conditions générales)	1 - Responsabilité civile générale - Dommages corporels..... - Dommages matériels et immatériels consécutifs..... - Dommages corporels résultant de la responsabilité civile médicale..... <i>la garantie est toutefois limitée, tous dommages confondus à</i> - dommages immatériels non consécutifs..... - à l'exception de ceux résultant de la violation du secret médical 2 - Responsabilité civile "atteinte à l'environnement" - dont préjudice écologique 3 - Responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux 4 - Responsabilité civile du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire (y compris la responsabilité locative du fait de la perte de loyers que pourrait subir le propriétaire), responsabilité du propriétaire et/ou du locataire à l'égard des voisins et des tiers, responsabilité du propriétaire à l'égard du locataire (recours des locataires) 5 - Responsabilité civile "produits" (y compris le risque d'intoxication alimentaire) - dont frais de retrait - dont dommages immatériels non consécutifs 6 - Responsabilité civile "agence de voyages" 7 - Défense 7 - Défense des salariés (cf. article 21-2 des conditions générales)	30 000 000 € 15 000 000 € 30 000 000 € 30 000 000 € 50 000 € 155 000 € 5 000 000 € 50 000 € 310 000 € 125 000 000 € <i>(pour les seuls dommages matériels)</i> 5 000 000 € 1 000 000 € 50 000 € 5 000 000 € 300 000 € 20 000 €
DOMMAGES AUX BIENS ASSURES (art. 25 à 33 des conditions générales)	1 - Mesures d'urgence 2 - Dommages aux biens de la collectivité - meubles meublants et, en matière immobilière, ouvrages, dont le coefficient de vétusté est inférieur à 1/3 - meubles meublants et, en matière immobilière, ouvrages, dont le coefficient de vétusté est supérieur à 1/3 - autres biens dont bateaux avec et sans moteur..... - espèces, titres et valeurs détenus au titre des activités de la collectivité assurée.... - vol d'objets dans (ou sur) un véhicule ou un bateau..... 3 - Garanties des expositions - exposition ne nécessitant pas une déclaration préalable (valeur inférieure ou égale à 77 000 €) - exposition nécessitant une déclaration préalable (valeur supérieure à 77 000 €). 4 - Dommages aux biens des participants vêtements et biens utilisés à l'occasion de l'activité assurée 5 - Garanties accessoires - frais de déplacement et de remplacement d'objets mobiliers à la suite d'un sinistre garanti - frais de déblais et de transport des décombres..... - frais consécutifs à l'impossibilité d'occuper les bâtiments..... - frais de mise en conformité des bâtiments..... - frais de retraitement après échouement ou naufrage du bateau.....	voir annexe 3B des conditions générales valeur de reconstruction ou de remplacement valeur de reconstruction ou de remise en état, vétusté déduite, dans la limite de la valeur vénale valeur vénale 1 600 € 4 600 € valeur vénale à concurrence de 77 000 € valeur vénale à concurrence de la valeur assurée 600 € à concurrence de leur montant à concurrence de leur montant à concurrence de la valeur locative mensuelle des bâtiments sinistrés dans la limite de 12 mois à concurrence de 10 % du montant de la remise en état à l'identique à concurrence de la valeur vénale du bateau au jour du sinistre
INDEMNISATION DES DOMMAGES CORPORELS (art. 34 à 41 des conditions générales)	1 - Services d'aide à la personne : assistance à domicile 2 - Frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, et de transport des blessés .. - dont frais de lunetterie - dont frais de rattrapage scolaire, exposés après 15 jours consécutifs d'interruption de la scolarité 3 - Pertes justifiées de revenus des personnes actives pour la période d'incapacité de travail résultant de l'accident 4 - Capital proportionnel au taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique et psychique subsistant après consolidation : - jusqu'à 9 %..... - de 10 à 19 %..... - de 20 à 34 %..... - de 35 à 49 %..... - de 50 à 100 % - sans tierce personne - avec tierce personne 5 - Capitaux décès : - capital de base (art. 36.1)..... - capitaux supplémentaires (art. 36.2)..... - conjoint - chaque enfant à charge 6 - Frais de recherche et de sauvetage de vies humaines	à concurrence de 700 € et dans la limite de 3 semaines 1 400 € 80 € 16 € par jour dans la limite de 310 € à concurrence de 16 € par jour dans la limite de 3 100 € 6 100 € X taux 7 700 € X taux 13 000 € X taux 16 000 € X taux 23 000 € X taux 46 000 € X taux 3 100 € 3 900 € 3 100 € à concurrence des frais engagés et dans la limite de 7 700 € par victime
RECOURS PROTECTION JURIDIQUE (art. 34 à 47 des conditions générales)	A la condition, en ce qui concerne le recours judiciaire, que le montant des dommages visés à l'article 45 des conditions générales soit supérieur à 5 fois la franchise légale.....	Sans limitation de somme
ASSISTANCE (art. 54 des conditions générales)	Les participants aux activités de la collectivité assurée souscriptrice du contrat Raqvam bénéficient des garanties d'assistance dans les conditions et selon les plafonds prévus par la convention d'assistance annexée aux conditions générales.	

FRANCHISES APPLICABLES POUR 2019

Franchises contractuelles :

- Franchises applicables aux indemnités versées au titre de la garantie dommages aux biens :
 - Franchise générale : 150 €
 - Franchise applicable en cas d'événements dus à des inondations, ruissellements de boue, glissements ou effondrements de terrain, avalanches, cyclones : 380 € pour l'exercice en cours.
 - Franchise « vol » : 10 % du montant de l'indemnité, sans pouvoir être inférieure à 360 €, ni supérieure à 3600 €. En cas de vol d'objets dans (ou sur) un véhicule ou un bateau, le montant de la franchise est doublé. Si dans les 12 mois qui suivent la date d'un premier vol, d'autres sinistres surviennent dans un même lieu de risque, la franchise applicable à l'exercice en cours (ainsi que les bornes dans lesquelles elle se situe) progresse de façon arithmétique à chaque nouvelle déclaration de sinistre : elle est doublée au second, triplée au troisième...
- Franchise applicable aux indemnités versées au titre de la garantie responsabilité civile : néant

Franchise applicable aux dommages subis par les biens assurés et résultant d'un événement catastrophe naturelle (y compris sécheresse) : franchise légale, sous réserve de dispositions particulières en cas d'arrêtés successifs concernant la même commune.